

Vol. 5, N°17, pp. 20– 37, Mars 2026  
Copy©right 2024 / licensed under CC BY 4.0  
Author(s) retain the copyright of this article  
ISSN : 1987-1465  
DOI : <https://www.doi.org/10.62197/LJNL6510>  
**Indexation** : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc,  
ASCI, Zenodo  
Email : [RevueKurukanFuga2021@gmail.com](mailto:RevueKurukanFuga2021@gmail.com)  
Site : <https://revue-kurukanfuga.net>

*La Revue Africaine des  
Lettres, des Sciences  
Humaines et Sociales  
KURUKAN FUGA*

**AUTO-CENSURE ET RESILIENCE JOURNALISTIQUE EN ZONE DE CONFLIT :  
LE CAS DE LA RADIO JAMANA DE DJENNE (MALI)**

**Ibrahim SANOGO**, doctorant en anthropologie visuelle à l'ED-DESSLA- Mali, Laboratoire  
Anthropologie visuelle collaborative (LAVISCOL)

E-mail : [sanogoibrahim328@gmail.com](mailto:sanogoibrahim328@gmail.com)

**Sidy Lamine BAGAYOKO**, Enseignant-chercheur, Directeur du Laboratoire Anthropologie  
visuelle collaborative (LAVISCOL)

E-mail : [sidylamine01@gmail.com](mailto:sidylamine01@gmail.com)

\*\*\*\*\*

**Résumé** : Cet article examine les effets de la crise sécuritaire sur le fonctionnement de la **Radio Jamana de Djenné** et les mécanismes mis en place par les journalistes-animateurs pour la continuité de leurs missions qui sont la sensibilisation, l'information et la formation de la population. Il essaye d'identifier et d'analyser les causes des attaques et menaces des groupes armés (djihadistes et la milice d'autodéfense *donso*) sur la radio Jamana de Djenné et les transformations survenues dans l'écosystème médiatique. Dans ce travail, l'approche qualitative a été préconisée afin de mieux analyser les données empiriques en mettant un accent particulier sur la description dense de C. Geertz (1998). La récolte des données a été faite avec la caméra, en plus de l'observation et des entretiens semi-directifs. Au terme de cette étude ethnographique, il ressort que la pression des groupes armés sur les journalistes-animateurs est à la base du changement de paradigme dans la diffusion de l'information. Ce changement s'est manifesté par le filtre de l'information comme stratégie de résilience.

**Mots clés** : crise sécuritaire, écosystème médiatique, filtre de l'information, groupes armés, résilience.

\*\*\*\*\*

**Abstract**: This article examines the effects of the security crisis on the functioning of **Radio Jamana of Djenné** and the mechanisms put in place by journalist-presenters to ensure the continuity of their core missions—namely public awareness, information dissemination, and community education. It identifies and analyzes the causes of attacks and threats carried out by armed groups (jihadist groups and the *donso* self-defense militia) against Radio Jamana of Djenné, as well as the transformations that have occurred within the local media ecosystem. A qualitative approach was adopted in order to better analyze empirical data, with particular emphasis on C. Geertz's concept of *thick description* (1998). Data collection relied on video recording, participant observation, and semi-structured interviews. The findings of this ethnographic study reveal that sustained pressure from armed groups on journalist-presenters has led to a paradigm shift in information dissemination. This shift has taken the form of information filtering, which has emerged as a key strategy of media resilience in a context of insecurity.

**Key words**: security crisis; media ecosystem; information filtering; armed groups; resilience.

## **Introduction**

Au Sahel, la détérioration de la situation politique, sécuritaire et migratoire s'inscrit dans un contexte de transformations rapides des écologies des médias et de la communication, une notion qui renvoie aux interactions et relations entre différents médias, sources de communication, acteurs et conditions matérielles influençant la production et la circulation de l'information (G. Hearn et F. Marcus, 2007). Ces transformations ont engendré une crise de l'information, caractérisée par l'affaiblissement économique des entreprises et organisations médiatiques, la criminalisation de la liberté d'expression et de la presse par des acteurs étatiques et non étatiques, ainsi que par l'émergence d'écologies médiatiques numérisées fortement exposées à la désinformation (E. Damome, A. Ouédraogo et E. A. Tapsoba, 2020 ; M-S. Frère 2022 ; A. Dakuyo, 2023).

Aujourd'hui, l'insécurité qui menace la région du Liptako-Gourma — vaste espace transfrontalier couvrant le Mali, le Niger et le Burkina Faso, et incluant notre champ d'étude — confère aux radios locales et communautaires un rôle central dans la prévention de l'extrémisme violent au sein de communautés déjà affectées par d'autres formes de conflits, notamment agropastoraux, religieux et communautaires (D. Ouédraogo et A. D. Barry 2020). Entre 2020 et 2023, ces trois pays ont connu cinq coups d'État, une situation inédite pour les populations. Le nombre de personnes déplacées internes a atteint 2,8 millions, auquel s'ajoutent plus de 550 000 réfugiés entre 2020 et 2024 (Agence des Nations Unies pour les réfugiés 2024). Ces populations vivent dans des conditions de grande précarité, malgré les efforts de la société civile, des « nouveaux arrivants » et des communautés « accueillantes » (A. Degorce et al. 2024).

D'autres travaux, notamment ceux d'Abdourahmane Ousmane, abondent dans le même sens en soulignant que « les radios communautaires sont des espaces locaux de dialogue, d'interpellation et de construction de la citoyenneté ». Ces radios remplissent, dans une certaine mesure, une mission d'utilité publique en agissant comme des vecteurs de paix et de cohésion sociale, si l'on se réfère aux travaux sur les médias et les conflits en Afrique centrale (M-S. Frère et al. 2005). Elles ont exercé une influence considérable dans nos sociétés en contribuant à l'éveil citoyen et à l'approfondissement du processus démocratique, avec pour corollaire la participation accrue des populations à la vie publique (K. Verrier, 1999).

Toutefois, si les médias — notamment les radios locales et communautaires — participent à la redynamisation des communautés locales sur les plans social, politique, sécuritaire et

économique, ils ont également été mobilisés, par le passé, au service de causes destructrices. Le cas emblématique de la Radio Mille Collines au Rwanda en est une illustration frappante (P. Bavaud, A. Bugnon et D. Golan, 2014). Lors du génocide de 1994, qui a causé près de 800 000 morts, cette radio a joué un rôle déterminant dans la déshumanisation des Tutsis et des Hutus dits modérés, ainsi que dans la radicalisation du camp hutu. Des situations similaires ont été observées au Kenya, où des radios locales telles que Lake FM, Lake Victoria, Kamene et Inooro ont contribué à exacerber les violences postélectorales. Toutefois, contrairement au Rwanda, « aucun élément n'atteste formellement d'une campagne coordonnée, d'une stratégie préméditée et programmée à long terme d'attaques ethniques, ni, à plus forte raison, d'un plan d'extermination » (K. Somerville, 2011, p. 139).

Il ne faut cependant pas occulter le rôle joué par certains médias dans les processus de réconciliation. En Afrique, des radios telles que Okapi FM en République démocratique du Congo ou Radio UNAMSIL en Sierra Leone ont contribué au dialogue intercommunautaire et à la promotion de la paix dans des contextes postconflituels. En Côte d'Ivoire, ONUCI FM a rempli une mission similaire durant la crise politico-militaire de 2002 à 2011. À la fin de la mission des Nations Unies en 2010, elle est devenue la radio de la paix et de la réconciliation nationale. Au Mali, Studio Tamani participe également à l'apaisement des tensions entre les communautés, en produisant des émissions en plusieurs langues, diffusées sur près de 90 stations à travers le pays. Cette radio est reconnue pour la crédibilité de ses informations et sa position d'équilibre entre les différentes communautés.

Ainsi, les médias disposent d'une capacité certaine à influencer, de multiples façons, les dynamiques des conflits (Y. De Mol, 2007). Cette mission se traduit concrètement, en contexte de crise, par le travail du journaliste-animateur, dont les fonctions principales portent sur le traitement et la diffusion de l'information (J-P. Marthoz, 2017), au-delà des intérêts particuliers de l'État ou des communautés locales. Dans des situations marquées par une grande confusion, les journalistes sont confrontés à une tension permanente entre le respect des normes éthiques et déontologiques et les injonctions idéologiques qui les conduisent parfois à l'autocensure.

Dans le cercle de Djenné, le principal groupe armé présent est la Katiba Macina. Initialement soupçonné de nourrir des ambitions de contrôle territorial à l'image du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), ce groupe s'inscrit finalement dans une logique différente, ne prônant pas la division du pays mais visant l'instauration d'une république islamique. Son émergence a profondément affecté le delta central du Niger. Comme dans d'autres zones du delta, ses membres sont présents dans les communes de Mougna, Mourra, Kouakourou,

Senossa, Gagna, Kéké, Konio, Madiama, Gomitogo, Taga, ainsi que dans certains villages de la commune urbaine de Djenné. Leur dispersion territoriale perturbe durablement la quiétude des populations. Attaques, braquages, chantages, assassinats ciblés et actes d'intimidation sont devenus monnaie courante dans le cercle de Djenné. Cette situation complexe a profondément bouleversé le travail des journalistes-animateurs opérant dans cette zone en proie à l'insécurité. Les journalistes de la radio Jamana de Djenné ont été contraints de modifier le contenu de leurs programmes afin de les adapter à un contexte marqué par des menaces répétées et des tentatives d'enlèvement.

Les attaques contre les radios locales et les écoles présentent un dénominateur commun : empêcher la diffusion d'un certain type de savoir et de discours susceptible de contrecarrer le projet d'instauration d'une république islamique. Les groupes djihadistes considèrent en effet que les écoles et les radios poursuivent un objectif similaire, à savoir la promotion d'une société perçue comme occidentalisée.

La recrudescence des menaces et des attaques contre les radios constitue ainsi une remise en cause directe de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. En 2015, le directeur de la radio Jamana, Lévy Dougnon, a été menacé par des groupes djihadistes en raison de certains programmes diffusés sur sa station, ce qui a conduit à son départ pour Bamako. En 2023, la radio locale du cercle de Sofara a été sommée de fermer pour avoir relayé des informations sur les attaques djihadistes. Depuis lors, elle a cessé d'émettre, privant la population d'un accès essentiel à l'information, malgré la présence d'un détachement militaire.

Le présent article s'efforce de répondre à la question suivante : **quelles stratégies les journalistes-animateurs du cercle de Djenné mettent-ils en œuvre pour s'adapter à la présence des groupes armés ?** L'objectif est d'analyser les transformations survenues dans l'écosystème médiatique local. Ce travail est structuré autour des sections suivantes : méthodologie, résultats et discussion.

## **1. MÉTHODOLOGIE**

Pour cette étude, nous avons privilégié la démarche qualitative en utilisant la caméra comme instrument de collecte de données sur le terrain comme l'anthropologie visuelle le recommande. De même, nous avons fait des observations et des entretiens semi-directifs afin d'avoir suffisamment d'éléments empiriques.

### **1.1. Approche théorique et pratique**

Ce travail s'inspire du postulat selon lequel l'observation et la *description dense* permettent de montrer « la normalité sans gommer les particularités » (C. Geertz, 2003). Dans cette perspective, « la description visuelle constitue une forme plus aboutie de description ethnographique que celle fondée sur l'écrit, car elle contient non seulement les interactions et la sonorité, mais aussi des informations considérables susceptibles d'échapper à l'auteur lors de la prise de notes » (D. Dion, 2007, p. 72).

Cette démarche s'inscrit pleinement dans l'anthropologie et se révèle particulièrement pertinente pour comprendre et analyser les transformations survenues dans l'écosystème médiatique du cercle de Djenné, à la suite des pressions exercées par les groupes djihadistes de la Katiba Macina et par les milices d'autodéfense. Une autre dimension centrale de ce travail repose sur la capacité de résilience des journalistes-animateurs, contraints de s'adapter à un contexte d'insécurité où l'exercice de la profession devient une réalité à géométrie variable. Cette situation renvoie au concept de « journaliste sensible au conflit » (*conflict-sensitive journalist*) développé par Howard (2004).

Dans le champ des études sur les médias, la communication et le journalisme, le concept de *gatekeeping* constitue l'un des cadres théoriques majeurs mobilisés pour analyser les processus de sélection et de filtrage de l'information. Il permet de comprendre la production, la circulation et la hiérarchisation des contenus médiatiques comme des processus systémiques, qui ne relèvent pas nécessairement de choix délibérés des acteurs, mais de contraintes structurelles, organisationnelles et contextuelles (P. Shoemaker et V. Timothy, 2009 ; J. Wallace, 2018).

Cette étude s'inscrit également dans la dynamique de l'anthropologie visuelle, à travers l'usage de la caméra comme outil central de collecte des données empiriques ayant constitué le corpus d'analyse. En complément de l'enregistrement audiovisuel, une observation participante a été menée, impliquant une immersion dans les activités quotidiennes des acteurs médiatiques, dans le but de mieux comprendre les logiques et les motivations des groupes armés qui prennent pour cible la radio Jamana de Djenné.

La démarche qualitative a ainsi été privilégiée, en mettant en avant une approche ethnographique appuyée par l'image filmée afin de produire des données empiriques visuelles. Comme le soulignent C. de France et A. Comolli, « décrire à l'aide du film consiste à présenter de manière suivie ou simplement amorcée une personne, un groupe humain, une activité ou un ensemble d'activités, un lieu, un moment, etc. Il s'agit, pour le cinéaste, d'explorer plus ou moins en détail les aspects sensibles de l'objet d'étude » (C. de France et A. Comolli, 2003, p. 16). Dans le cadre du rendu des résultats, une place importante a ainsi été accordée à la description et à l'analyse des images filmées sur le terrain.

## **1.2. Présentation de la zone d'étude**

La localité de Djenné est située dans la cinquième région administrative du Mali, la région de Mopti. À la suite du nouveau découpage administratif intervenu en 2023, la région de Mopti est désormais composée des cercles de Mopti, Djenné, Sofara, Ténenkou, Youwarou, Douentza et Hombori. Djenné est à environ 130 kilomètres au sud-ouest de Mopti, chef-lieu de la région, et à près de 570 kilomètres au nord-est de Bamako, la capitale nationale. La ville de Djenné est également située à environ 500 kilomètres par voie fluviale de la ville caravanière de Tombouctou, avec laquelle elle entretient des liens historiques et culturels étroits. Selon plusieurs historiens, Djenné a occupé, au cours de son histoire, une place centrale dans l'expansion de l'islam en Afrique subsaharienne.

Les données recueillies sur le terrain indiquent que le cercle de Djenné est entièrement situé dans la grande plaine du Niger, caractérisée par la présence de nombreuses mares, cuvettes et dépressions. Il appartient à la zone inondée de la région de Mopti et est irrigué par le fleuve Niger ainsi que par son principal affluent, le Bani. Les grandes crues se produisent généralement entre les mois de septembre, octobre, novembre et décembre. Le climat y est de type soudano-sahélien, avec une pluviométrie annuelle moyenne d'environ 500 millimètres.

Le cercle de Djenné est limité au nord par les cercles de Ténenkou et de Mopti, au sud par ceux de Tominian et de San, à l'est par les cercles de Sofara et de Tominian, et à l'ouest par les cercles de Ténenkou et de Macina. Il couvre une superficie d'environ 2 585 km<sup>2</sup> et compte une population estimée à 138 265 habitants (RGPH, 2023). Situé au cœur du delta intérieur du Niger, le cercle présente toutefois environ 25 % de sa superficie en zone exondée.

## **2. RÉSULTATS**

Les données issues de cette étude prouvent que la radio locale de Djenné est affectée par la crise sécuritaire et que les journalistes-animateurs ont développé des stratégies pour la continuité de leur mission d'information, de sensibilisation et de formation de la population.

### **2.1. Autocensure de l'information comme stratégie de résilience**

Dans le cercle de Djenné, où opère la radio Jamana au cœur de notre terrain de recherche, l'insécurité se manifeste principalement par les attaques et les pressions exercées par des groupes armés, notamment les groupes djihadistes et les milices d'autodéfense *donso*. Cette situation sécuritaire constitue le principal facteur de contrainte pesant sur le travail des

journalistes-animateurs de radio. Face à ce contexte, l'option privilégiée par les professionnels des médias locaux est le recours à l'autocensure.

L'autocensure consiste ici à filtrer les informations avant leur diffusion, en supprimant tous les éléments susceptibles d'exposer les journalistes-animateurs à des représailles de la part des groupes armés — djihadistes et *donso* — mais également des Forces armées maliennes (FAMA). Les restrictions imposées, formellement ou informellement, par ces différents acteurs constituent un obstacle majeur à l'exercice du métier de journaliste dans des conditions conformes aux normes professionnelles. Soucieux de préserver à la fois leur sécurité, leur liberté d'expression et leur rôle dans la consolidation du vivre-ensemble entre les communautés locales, les hommes de médias se trouvent confrontés à un dilemme éthique fondamental : faut-il continuer à filtrer l'information pour se protéger, ou la diffuser intégralement en assumant les risques et les conséquences qui en découlent ? L'une comme l'autre de ces options renvoie directement aux principes d'éthique et de déontologie journalistiques. C'est à ce défi permanent que sont confrontés les journalistes-animateurs du cercle de Djenné, dans un contexte où l'insécurité demeure omniprésente.

Une forme de résilience se manifeste chez les animateurs des radios communautaires et locales, qui persistent à exercer leur métier en dépit des conditions difficiles. Toutefois, cette résilience s'accompagne paradoxalement d'un risque accru d'autocensure. Les données recueillies au cours de cette recherche montrent que cette pratique affecte particulièrement certains journalistes-animateurs attachés à l'intégrité professionnelle et désireux d'exercer leur métier en toute liberté. À la radio Jamana, cette tension se traduit par des divergences de points de vue lors des conférences de rédaction précédant les émissions. Le responsable de la station exerce parfois une pression sur les journalistes-animateurs afin qu'ils retirent certains éléments de leurs programmes, en particulier ceux relatifs aux questions sécuritaires et aux attaques perpétrées contre les populations. Cette stratégie vise avant tout à protéger les journalistes eux-mêmes, leurs collègues et les membres de leurs familles contre d'éventuelles représailles des groupes armés.

Par ailleurs, l'autocensure ne se limite pas aux enjeux strictement sécuritaires. Elle peut également être motivée par la crainte de sanctions judiciaires ou de difficultés économiques. À ce titre, les journalistes-animateurs accordent une attention particulière au respect de la législation malienne relative à la cybercriminalité. Selon leurs témoignages, toutes les informations concernant les revers ou les défaites des forces armées et de défense sont systématiquement mises « au réfrigérateur », c'est-à-dire volontairement écartées de la diffusion.

Dans le champ du journalisme, l'autocensure est largement reconnue comme une menace sérieuse à la liberté d'expression et à l'indépendance des médias. Elle résulte généralement d'un climat de peur et de menaces multiformes mettant en danger la vie et l'intégrité physique des journalistes dans l'exercice de leur profession. Dans le cas de la radio Jamana de Djenné, l'autocensure apparaît ainsi comme une stratégie de survie professionnelle et personnelle, visant à éviter l'escalade du conflit, à ne pas heurter certaines sensibilités locales et à prévenir toute confrontation directe avec les groupes armés ou avec l'appareil judiciaire.



**Planche 1** : Le responsable de la radio en animation. **Source** : Ibrahim Sanogo, décembre 2025.

La radio Jamana de Djenné a développé des méthodes de collecte et de sélection de l'information en tenant compte de la combinaison de plusieurs facteurs, dont la portée éditoriale et idéologique et les considérations sociales. Malgré le contexte sécuritaire, le journaliste-animateur, Sidi Touré souligne que les personnes interposées se présentent souvent avec des prêches ou des communiqués à diffuser. Ces prêches et communiqués portent un coup dur à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Il nous raconte un fait qui s'est passé entre eux et les émissaires des groupes djihadistes :

*« En réalité, nous n'avons pas réussi des messages venant des groupes djihadistes. Par contre, un jour il y a des gens qui sont venus à la radio avec un élément sonore à diffuser. Nous avons compris que ce sont les émissaires des groupes djihadistes affiliés à la Katiba du Macina. Nous avons écouté d'abord le contenu du message avant de prendre une décision. Nous nous*

*sommes rendus compte qu'en diffusant ce message cela pourrait être un sérieux problème entre nous et la population de Djenné. Nous leur avons dit que vraiment nous ne pouvons pas diffuser ce prêche à cause de la charte des antennes que nous avons signée. Ils nous ont fait savoir qu'ils payent leur argent pour la diffusion de leur élément. Après un échange qui a duré environ 10 minutes. L'un entre eux a souché quelques propos que nous n'avons pas compris. Après ils nous ont dit de bien réfléchir. Nous avons pris au sérieux ces menaces. Mais ils ne sont plus revenus d'abord».<sup>1</sup>*

Pour le responsable de la radio, Amadou Bahassé Maïga, ils ont décidé de respecter l'éthique et la déontologie comme prescrit dans la charte d'antenne. Tous les propos qui peuvent avoir des conséquences sur la vie du journaliste-animateur sont interdits pour être conforme avec le développement de la situation sécuritaire. Ils ne diffusent pas les informations qui touchent à la dignité et à l'ethnie des auditeurs pour préserver la cohésion sociale. Plusieurs sujets en lien avec la question sécuritaire ne sont plus abordés au cours des différentes émissions thématiques. Les discours ont été réorientés en fonction du contexte pour la sécurité de la radio et des hommes de média.

Cette réorientation des propos empêche les journalistes-animateurs de la radio de Jamana de Djenné de contrebalancer les différents témoignages en général couverts par l'anonymat. En dépit de cette situation, le responsable de la radio dans ses émissions est très attentif et tente parfois de nuancer ses propos pour inviter la population à revisiter le passé. Dans lequel passé, la tolérance, le pardon et le vivre ensemble étaient mis en avant dans notre société comme mécanisme endogène de règlement des différends. Dans ses émissions, il ne prononce jamais le mot djihadiste ou terroriste encore moins groupe milice d'autodéfense. Il souligne simplement que tel ou tel village a été attaqué par des personnes non indéfiées sachant bien que les attaques sont imputées aux groupes djihadistes ou à la milice d'autodéfense *donso*. Il explique cette nouvelle posture par le fait qu'il ne veut pas que sa radio soit la cible des groupes armés qui opèrent dans la zone. Aussi, en tant que natif de Djenné, il est obligé de faire violence sur lui pour ne pas s'exiler dans une autre ville comme l'a fait son prédécesseur. Selon lui, si l'autocensure permet d'exercer la mission autant la faire que de se retrouver en chômage. Dans ce contexte, il soutient que l'autocensure est un bon instrument pour le journaliste-animateur dans un contexte d'insécurité généralisée.

Conscients du danger qu'ils en courent deux journalistes-animateurs de la radio Jamana de Djenné ont sacrifié leur vie en refusant de s'autocensurer en diffusant les informations sans

---

<sup>1</sup> Entretien non filmique avec Sidi Touré, réalisé le 24 février 2025, à Djenné.

déformation pour plaire ou déplaire à quelqu'un. Pour ces deux, il n'est point question que leur ligne éditoriale soit édictée par les groupes armés. Ils soutiennent que face à une telle situation, il va falloir que la vérité soit sue par la population. Dans leur explication, le fait de procéder à l'autocensure les amène à trahir leur vocation de diffuser les informations en toute liberté sans aucune pression extérieure pour téléguider les dires. Cette posture leur confère le statut d'une forme d'engagement vis-à-vis de la situation sécuritaire. Cette attitude de leur part a été considérée comme un affront par les responsables de la radio qui n'ont pas hésité de les suspendre. Après quelques semaines de suspension, ces deux journalistes — animateurs sont restés droits dans leur botte. Face à leur refus catégorique de s'autocensurer, ils ont été remerciés par le comité de gestion de la radio.

Dans la région de Mopti, ce sont les animateurs qui assurent le droit à l'information et à l'éducation au péril de leur vie. Ils sont exposés à toute sorte de menaces de la part des groupes armés (djihadistes et *donsos*) et des forces armées et de défense. Les assassinats, les enlèvements et les intimidations des animateurs dans cette partie du pays attestent cette réalité. À titre illustratif, en 2022, deux journalistes-animateurs de radio communautaire en occurrence Moussa Hamana Dicko et Hamadoun Nialy Bolly ont été enlevés par des groupes djihadistes à Mopti. Trois ans après, aucune revendication n'est encore faite par les groupes djihadistes qui ont une certaine emprise sur la zone. Selon nos informations collectées sur le terrain, trois semaines avant leur enlèvement, ils avaient été menacés par leurs ravisseurs. Ils sont accusés d'avoir donné des informations sur l'attaque des groupes armés djihadistes sur le camp Amadou Balobo Maïga de Sevaré au cours leurs émissions. Ce qui complique l'exercice de ce métier de journaliste-animateur. Autant les communautés locales écoutent la radio pour s'informer, de la même manière les groupes djihadistes ont un regard sur tout ce qui se dit sur les antennes locales. Ils sont aidés dans cette démarche par des complices imbriqués dans la communauté. Dans la même partie du pays, deux journalistes-animateurs de radios communautaires ont été tués en novembre 2023 pour les mêmes raisons.

Au regard de ces données, l'on peut déduire que les groupes djihadistes tout comme la milice autodéfense tentent d'imposer leur agenda pour écouter des prêches ou de la musique. À cela s'ajoutent les enlèvements des journalistes-animateurs des radios communautaires notamment ceux ou celles qui ne respecteraient pas leurs consignes. De l'autre côté, il y a aussi les forces armées et de défense qui font des actions assez hostiles à la liberté de la presse, le traitement patriotique de l'information qu'elles imposent aux journalistes-animateurs des radios locales. La question du traitement patriotique de l'information théorisée dans un pays comme le Mali

commence à faire florès avec des injonctions. Dans un entretien, le responsable de la radio Jamana de Djenné, Amadou Bahassé Maïga, raconte les menaces qu'ils ont eues de la part des groupes djihadistes et des *donsos* :

*« Nous étions obligés de modifier le contenu de nos programmes à cause de la crise sécuritaire. Nous avons également eu des menaces venant des djihadistes, des donsos et des forces armées et de défense. C'est suite aux menaces proférées que l'ancien Directeur de la radio, Levy Dougnon est parti à cause des émissions que nous diffusions sur l'évolution de la situation sécuritaire. Nous avons réussi des appels en nous disant que les émissions diffusées ne sont pas autorisées. Raison pour laquelle, le responsable de la radio s'est vu dans l'obligation de renoncer à tous les avantages liés à son poste pour démissionner et partir à Bamako dans l'optique de préserver sa sécurité. Nous étions obligés de nous adapter au nouveau contexte sécuritaire. Il est arrivé un moment à cause de la peur et la psychose, il nous arrivait de mettre la radio et aller nous assoir ailleurs. On avait à l'esprit qu'ils pouvaient venir à chaque moment pour faire du mal. De temps en temps, on venait s'enquérir des nouvelles ».<sup>2</sup>*

Les groupes armés ne veulent pas que les exactions soient documentées par les radios locales à travers des informations qui seront enregistrées. Les journalistes-animateurs des radios communautaires sont pris entre la violence des groupes armés d'une part, et d'autre part les restrictions, les pressions par les autorités. « La mission des journalistes est valable en temps normal ; elle est encore plus nécessaire et plus délicate à mettre en œuvre en temps de crise » (C. Vuillemin, 2020).



**Planche 2** : Le responsable de la radio en sensibilisation avec sa troupe théâtrale.

<sup>2</sup> Entretien filmique avec Amadou Bahassé Maïga réalisé le 20 décembre 2024.

**Source** : Ibrahim Sanogo, décembre 2024.

La radio communautaire joue un rôle capital dans un contexte d'accès restreint à l'information pour des raisons sécuritaires dans des zones souvent reculées et contrôlées par les groupes djihadistes. Ces zones échappent au contrôle des autorités du pays et les populations sont livrées à la propagande djihadiste. Les journalistes-animateurs de radio travaillent sous la contrainte et au péril de leur vie. Dans le cas de la radio Jamana de Djenné, les journalistes-animateurs ne peuvent plus quitter la ville de Djenné pour faire des reportages. Avant le début de la crise sécuritaire dans le cercle de Djenné, ils faisaient la couverture médiatique de toutes les manifestations culturelles dans les villages et les diffusaient sur les antennes de la radio. Aussi, en fonction des saisons, ils choisissaient les thématiques telles la fabrication et l'utilisation des engrais organiques, les nouvelles techniques de labour avec les tracteurs, entre autres, pour réaliser des émissions dynamiques avec les communautés. Ces émissions étaient réalisées dans les champs avec le concours de toute la population. La communauté se reconnaissait dans les thématiques abordées. La diffusion d'informations endogènes principalement en langues vernaculaires par les stations de radios rurales ou de proximité assure, selon P. Laburthe-Tolra et J-P. Warnier (2003, p. 160), « la rétroaction voulue entre les citoyens et l'État ». Mais depuis 2017, cette dynamique s'est arrêtée. Les journalistes-animateurs de la radio Jamana ne peuvent plus partir dans les villages environs de Djenné pour réaliser des émissions à cause de la situation sécuritaire. De surcroît, les communautés ne veulent plus que leurs voix soient diffusées à la radio au risque d'avoir des ennuis avec les groupes armés. L'arrêt de cette activité qui permettait à la radio d'avoir des retombées financières a plongé les animateurs dans une précarité.

Pour continuer à jouer pleinement leur mission d'information et de sensibilisation, les journalistes-animateurs de la radio Jamana de Djenné ont développé une stratégie leur permettant de réaliser des émissions thématiques avec des personnes anonymes. La voix de l'intervenant est triquée pour sa sécurité. A cela s'ajoute, les informations véhiculées sur les réseaux sociaux. Ne pouvant plus réaliser des émissions dans les villages, cette source d'information est utilisée pour la conception du contenu avant leur diffusion.

La crise sécuritaire a impacté le fonctionnement de la radio Jamana de Djenné. Le responsable de la radio Amadou Bahassé Maïga évoque le sujet :

*« La crise sécuritaire a eu un impact négatif sur nos activités réduisant considérablement nos revenus financiers. Je rappelle que la radio est installée pour l'émergence des différentes communautés. Nous voulons*

*travailler avec toutes les communautés malheureusement la peur a pris le dessus sur les convictions. Autre point sombre, c'est la capacité de mobilisation des ressources financières. Avant la radio était très rentable. De nos, il n'y a plus de retombées financières. Car la crise a eu un impact sur les activités génératrices de la population. Pour donner de l'argent à la radio ou faire des avis et communiqués, il va falloir que l'auditeur soit dans des conditions favorables. La difficulté est perceptible partout dans le cercle de Djenné. La crise sécuritaire a contribué à diminuer drastiquement nos revenus. » ».<sup>3</sup>*

## **2.2. La liberté d'expression en branle**

Le traitement équilibré et juste de l'information constitue une exigence fondamentale en période de crise sécuritaire, comme c'est le cas au Mali. Ce traitement doit s'opérer dans le respect des règles et principes établis par les autorités compétentes dans le cadre de la régulation des médias classiques. En effet, un mot ou une phrase mal formulée par un journaliste-animateur de radio peut suffire à embraser une communauté entière.

Dans le cadre de la déontologie journalistique, le rôle du journaliste-animateur se limite à la collecte, au traitement et à la diffusion de l'information, sans altération ni déformation des faits rapportés. La maxime journalistique selon laquelle « *les faits sont sacrés, le commentaire est libre* » souligne cette exigence : si le journaliste dispose d'une marge d'interprétation et de commentaire, ceux-ci doivent s'exercer dans un strict respect de l'objectivité et de l'équilibre critique.

En acceptant de s'inscrire, volontairement ou sous contrainte, dans la logique communicationnelle des groupes djihadistes visant à imposer leur vision du monde aux communautés, le journaliste-animateur devient malgré lui un catalyseur potentiel de conflits. Dans le cas spécifique de la radio Jamana de Djenné, la modification du contenu des programmes sous la pression conjuguée des groupes armés (djihadistes et *donsos*) et des autorités politiques peut être interprétée comme une forme de privation du droit à une information complète et fiable pour les populations locales. Cette situation affecte directement la qualité des émissions diffusées à l'antenne et porte atteinte à la liberté d'expression.

Pour préserver la cohésion sociale, le journaliste-animateur est tenu d'adopter une posture de neutralité dans le traitement et la diffusion de l'information. Cette neutralité favorise une meilleure réception et compréhension des messages médiatiques et contribue, par ricochet, à prévenir la résurgence ou l'exacerbation des tensions intercommunautaires.

---

<sup>3</sup> Entretien filmique avec Amadou Bahassé Maïga réalisé le 20 décembre 2024.

### 3. DISCUSSION

À l'ère de la mondialisation, l'information constitue un levier essentiel de développement et de prospérité ; inversement, ceux qui en sont privés se trouvent fortement désavantagés dans la construction de leur avenir et de celui de leurs enfants (S. Tharoor, 2005). La manipulation de l'information par des acteurs non professionnels, notamment à travers l'usage de verbatims non contextualisés, contribue à exacerber les tensions entre des communautés déjà fragilisées par un contexte de conflit. Par ailleurs, certains acteurs politiques exploitent ces périodes d'incertitude pour instrumentaliser l'information à des fins de conquête ou de consolidation du pouvoir.

La désinformation complique considérablement le travail des journalistes-animateurs de radio, dont la mission première demeure la diffusion d'informations crédibles, vérifiées et socialement acceptables, sans contribuer à la fragmentation du tissu social. L'histoire récente offre plusieurs exemples éloquentes : dans l'ex-Yougoslavie, notamment en Serbie et en Croatie au début des années 1990, les radios ont été instrumentalisées pour attiser les tensions ethniques. De même, la Radio Mille Collines au Rwanda, sous l'impulsion de l'élite hutu, a joué un rôle central dans l'incitation à la haine et dans le génocide des Tutsis. Au Kenya, les radios communautaires, durant et après les violences post-électorales de 2007-2008, ont diffusé en langues locales des messages de haine et d'incitation à la violence ethnique.

Ces exemples démontrent que les radios communautaires et locales occupent une place stratégique dans la dynamique des conflits : elles peuvent soit contribuer à leur aggravation, soit participer activement à leur résolution lorsqu'elles sont utilisées à bon escient. En raison de leur ancrage local et de leur proximité avec les communautés, elles disposent d'un potentiel considérable en matière de transformation des conflits et de construction de la paix. Comme le souligne Y. De Mol, « *par leur place particulière au sein des communautés, les radios communautaires peuvent réellement jouer un rôle crucial et contribuer à une culture de paix au niveau local* » (Y. De Mol, 2007, p. 28).

L'enquête ethnographique menée sur le terrain révèle que le contenu de la radio Jamana a été profondément remanié, avec la suppression de plusieurs émissions thématiques et de divertissement. En 2016, des groupes djihadistes affiliés à la Katiba du Macina ont proféré des menaces de mort à l'encontre des journalistes-animateurs de la radio Jamana de Djenné, en raison de la diffusion d'émissions et d'informations relatives aux attaques djihadistes, notamment celles concernant l'embargo imposé au village de Kouakourou, événement marquant le début de l'insécurité dans le cercle de Djenné. Les journalistes invitaient alors les forces armées et de défense à réagir rapidement afin d'éviter l'extension du conflit. À la suite

de ces pressions, l'émission dédiée aux chasseurs a été suspendue et remplacée par un autre programme. Les nouvelles grilles de programmes mises en place dans ce contexte participent néanmoins au « *processus d'ancrage de la radio dans la communauté* » (A. Sarr, 2011, p. 34).

Les journalistes-animateurs de la radio Jamana font face à un double défi : d'une part, les groupes djihadistes cherchent à contrôler le récit du conflit par la pression et l'intimidation ; d'autre part, les journalistes tentent de limiter l'impact de la violence sur les communautés en proposant des informations contradictoires et contextualisées. Les groupes armés exploitent la manipulation de l'information pour instaurer un climat de peur et de psychose, rendant la production du reportage particulièrement périlleuse.

Cette focalisation médiatique sur le sort des populations victimes des actes terroristes rejoint les analyses de L. Yaméogo (2018), inspirées des travaux de M. Wiewiorka et D. Wolton (1987), selon lesquelles les médias entretiennent des rapports organiques avec le terrorisme. Dans cette perspective, I. Garcin-Marrou souligne que « *les médias constituent de formidables chambres d'écho des actes de violence, susceptibles de provoquer une contagion du phénomène violent* » (I. Garcin-Marrou, 2018, p. 213).

La politique sécuritaire influe ainsi sur les critères de sélection de l'information, notamment celui de la proximité (P. Mbumba-Mpanzu, 2015), ce qui renvoie à la théorie du *gatekeeping* développée par D. M. White (1950). Les journalistes-animateurs de la radio Jamana sont exposés à des risques constants sur le terrain et lors des émissions traitant de la situation sécuritaire du cercle de Djenné. Bien que la Convention de Genève reconnaisse aux journalistes le statut de civils et leur garantisse une protection, ces dispositions sont fréquemment violées dans les zones de conflit.

Enfin, au-delà des enjeux sécuritaires, un dilemme éthique majeur s'impose aux journalistes-animateurs en zone de conflit : concilier l'exigence de vérité avec la nécessité de ne pas mettre des vies en danger ni d'exacerber les tensions sociales. Cette question est traitée dans plusieurs auteurs.

*« Dans le champ immense de l'actualité, la presse ne retient qu'une part infime des événements qui surviennent dans la vie du monde ou des individus : de ceux qu'elle publie, elle en fait des nouvelles. Les critères de son choix varient au gré des circonstances et des journaux, notamment l'importance en soi des événements retenus et l'intérêt qu'ils peuvent avoir pour les lecteurs »* (P. Albert, 2002, p. 63).

À cet effet, le conflit armé devient une source presque intarissable d'informations d'autant plus que le public et les auditeurs sont plus attirés par des nouvelles à sensation et le conflit offre au

public parfois des informations au-delà de son entendement. C'est à cela que les médias s'impliquent.

## **CONCLUSION**

Cette étude a mis en lumière l'autocensure comme une modalité centrale de résilience journalistique dans un contexte de conflictualité armée marqué par la pression simultanée des groupes armés non étatiques et des autorités publiques. À partir d'une approche ethnographique ancrée dans l'anthropologie des médias, elle montre que les journalistes-animateurs de la radio Jamana de Djenné développent des pratiques adaptatives visant à préserver à la fois leur intégrité physique, la continuité du média et la cohésion sociale locale.

L'autocensure apparaît ici comme une forme située de *gatekeeping*, non pas fondée sur des choix éditoriaux ordinaires, mais sur des contraintes sécuritaires extrêmes. Elle s'inscrit dans une économie morale de l'information où le devoir d'informer est constamment mis en balance avec l'impératif de protection des individus et des communautés. Loin de relever d'un simple renoncement éthique, cette pratique traduit une recomposition de l'habitus journalistique en contexte de violence, dans lequel la neutralité, le silence partiel et le contournement discursif deviennent des ressources professionnelles.

Toutefois, cette stratégie de résilience n'est pas sans effets structurels. La réduction de la pluralité des discours et la restriction de certains contenus affaiblissent la fonction critique des médias et interrogent la pérennité de la liberté d'expression en zone de conflit. L'étude souligne ainsi l'ambivalence des radios communautaires : à la fois espaces de médiation sociale et terrains de luttes symboliques pour le contrôle du récit sécuritaire.

En définitive, l'autocensure, telle qu'observée à la radio Jamana de Djenné, constitue un révélateur des rapports de force qui traversent l'écosystème médiatique sahélien. Elle invite à repenser les cadres normatifs du journalisme à l'aune des contextes de violence prolongée et plaide pour la mise en place de dispositifs institutionnels et professionnels adaptés à la protection des journalistes et au maintien d'un droit effectif à l'information.

## **Références bibliographiques**

ALBERT, Pierre, 2002, *La presse*, (collection « Que sais-je ? ») Paris.

ALTHABE, Gérard, 2001, « Lecture ethnologique du film documentaire », Dans *L'Homme & la Société* 2001/4 n° 142, pages 9 à 25 Éditions Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH)

BAVAUD, Pierre, Alexandre Bugnon et David Golan, 2014, « 1994 La radio rwandaise des Mille collines : le génocide en chantant », *L'INA éclaire l'actu*. Bry-sur-Marne, France : L'institut national de l'audiovisuel.

COMOLLI ANNIE, France Claudine de (éds), 2003, « *Travaux en anthropologie filmique, coll., cinéma et sciences humaines* », Nanterre.

DAMOME, Étienne, OUEDRAOGO, Aminata, et TAPSOBA, Élodie Alimata, 2020, « *Vision et usages enchantés des réseaux sociaux numériques au Burkina Faso* ». Communication 37 (1). DOI.

DAKUYO, Aboubacar, 2023, 'Cyberespace et limitations des libertés d'opinion et d'expression en contexte de lutte contre le terrorisme au Burkina Faso', *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines* 57 (3) : 693–711.

DAGRON, Alfonso Gumucio, 2001, '*Ondes de choc : histoire de la communication participative pour le développement*', New York: Fondation Rockefeller.

DEGORCE, Alice, KIBORA Ludovic, O., SAINT-LARY, Maud, ZIDNABA, Irissa, FORNASETTI, Pietro, BONSA, Issouf, CISSAO, Yacouba, DAYAMBA, Roger Bindré, GNESSI, Siaka, KAM, Miédome, et NIKIEMA, Aude, 2024, « Réfugié en son propre pays Enquête collective sur les personnes déplacées internes à Ouagadougou (Burkina Faso) ». *Uppsala Papers in Africa Studies* 9.

DE MOL, Yannick, 2007, '*Radios Africaines Pour la Paix*', Search for Common Ground.

DION, Delphine, 2007, « Les apports de l'anthropologie visuelle à l'étude des comportements de consommation », in *recherche et application en marketing*, consulté en ligne le 06/11/2025

FRERE, Marie-Soleil, HOWARD, Ross, MARTHOZ, Jean-Paul et SEBAHARA, Pamphile, 2005, « *Afrique centrale, médias et conflits : vecteurs de guerre ou acteurs de paix* », Bruxelles : Coédition GRIP-Editions Complexe.

FRERE, Marie-Soleil, 2022, « *Politics and Journalism in Francophone Africa: Systems, Practices and Identities* », Cham, Switzerland : PalgraveMacmillan.

GARCIN-MARROU, Isabelle, 2018, « *Les enjeux sociopolitiques des discours des médias sur le terrorisme* ». Dans *L'Etat et le terrorisme*. Sous la direction de François Blanc et Pierre Bourdon, 207–21. Paris : Éditions de la Sorbonne.

GEERTZ, Clifford, 1987, « La description dense : vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, n° 6 : 73-105.

GEERTZ, Clifford, 2003, « *Le Souk de Sefrou, Sur l'économie du bazar* », Saint-Denis, Bouchènes.

HEARN, Greg, et MARCUS Foth, 2007, 'Communicative Ecologies : Editorial Preface', *The Electronic Journal of Communication* 17 (1–2): 2–6.

Howard, Ross. 2004. Pour un journalisme sensible aux conflits. Vancouver/Copenhague : Institute for Media, Policy and Civil Society/International Media Support.

LABURTHE-TOLRA, Philippe, et WARNIER, Jean-Pierre, 2003, « *Ethnologie, anthropologie* », Paris : PUF.

MARTHOZ, Jean-Paul, 2017, « *Les médias face au terrorisme : manuel pour les journalistes* », Paris : UNESCO.

MBUMBA MPANZU, François Pascal, 2015, *Journalisme radio : conseils pour la pratique en Afrique subsaharienne*, Nogent-sur-Marne : Les Éditions du GRET.

OUEDRAOGO, Dramani, et BARRY, Auguste Denise, 2020, « Renforcer la collaboration entre les Forces de sécurité et les Communautés pour la stabilité et la sécurité dans la région du Liptako-Gourma », *Étude de base du projet DEN-002*.

RAPPORT (Agence des Nations Unies pour les réfugiés 2024)

SARR, Abdou, 2011, « *Les radios communautaires. Outils de promotion pour la paix, la démocratie, la culture et le développement en Afrique* », Dakar : Association de lutte contre la faim et la pauvreté (ALFP).

SOMERVILLE, Keith, 2011, « *Violences et discours radiophoniques de haine au Kenya* », *Afrique Contemporaine* 240 : 125–40.

SHOEMAKER, Pamela J, et TIMOTHY Vos, 2009, « *Gatekeeping Theory* », London : Routledge.

THAROOR, Shashi, 2005, '*The Great Indian Novel*', London: Viking.

VERRIER, Katherine, 1999. « Pluralisme radiophonique et transition politique en Afrique », *Dans Enjeux des technologies de la communication en Afrique*. Sous la direction de Annie Chéneau-Lauquay, 211–45. Paris : Karthala.

VUILLEMIN, Caroline, 2020, « Médias : (re) créer de la confiance ». *Médiation* 5

WALLACE, Julian, 2018, 'Modelling Contemporary Gatekeeping: The Rise of Individuals, Algorithms and Platforms in Digital News Dissemination', *Digital Journalism* 6 (3): 274–93.

WIEVIORKA, Michel, et WOLTON, « *Dominique, 1987, Terrorisme à la lune : média, terrorisme et démocratie* », Paris : Gallimard.

WHITE, David Manning, 1950, 'The "Gate Keeper": A Case Study in the Selection of News', *Journalism Quarterly* 27 (4): 383–90.

YAMEOGO, Lassané, 2018, « Les médias : un allié du terrorisme ? », *Cahier du journalisme* 2 (1) : 7–22.

